

La lettre

des élus communistes et apparentés

N° 33 - Février 2016

9% !

C'est la part du budget maintenu pour la culture à Vénissieux en 2016.

Malgré un contexte budgétaire difficile imposé par la politique de rigueur du gouvernement avec la baisse des dotations, le conseil municipal a fait ce choix politique courageux et fondamental.

Notre priorité : favoriser, démocratiser et développer l'accès à la culture pour tous !

L'AUSTÉRITÉ CONTRE LA DÉMOCRATIE

La ville vote un budget contraint par l'austérité imposée par le gouvernement, austérité pour les salaires et les dépenses publiques, pas pour les banques, les spéculateurs et le secteur du luxe, en pleine euphorie !

En même temps, l'état d'urgence et la déchéance de nationalité, qui ne servent à rien contre le terrorisme selon tous les experts, permettent au PS de préparer les présidentielles en faisant du pied à la droite pour savoir qui pourra battre le FN au deuxième tour.

Et pendant ce temps, les licenciés de Goodyear sont condamnés à 9 mois de prison ferme, ceux d'Air France sont licenciés pour une chemise arrachée...

Et après Véninov et Bosch, le capitalisme mondialisé et son monopoly infernal s'attaque à Carbone Savoie.

Et tout se tient ! Un blogueur soutenant le nouveau président de région de droite propose de supprimer les départements, les communautés de communes, de regrouper les communes, et de remplacer les élus par des techniciens pour faire d'énormes économies ...

Voilà ou mène le discours de la dette : La technocratie à la place de la démocratie trop coûteuse, un processus qui mène à l'extrême-droite, à la renaissance du fascisme derrière le masque ripoliné du Front National.

Car tous masquent la vérité : les inégalités s'accroissent entre le 1% qui possède et décide tout et les 99% qui dans leur diversité subissent ou paient !

A Vénissieux, la majorité municipale tient bon, elle continuera à défendre la ville et à maintenir ses missions de service public, en toute transparence sur les économies que nous devons faire.

Pierre-Alain MILLET
Adjoint au Maire

DOSSIER

BUDJET

Le 2 février dernier, le Conseil municipal a approuvé le budget primitif 2016 de la Ville, marqué avant tout par la poursuite de la baisse historique des dotations de l'Etat. Vénissieux est directement impactée par le « Pacte de confiance et de responsabilité » qui prévoit une réduction des dotations aux collectivités de 12.5 milliards d'€ de 2014 à 2017. La Ville perdra sur cette période 7 millions d'€.

Avec la hausse des dépenses incompressibles et de celles induites par l'augmentation du nombre d'habitants induisant de nouveaux services à financer, se sont 11 millions d'€ d'économies qui sont à réaliser de 2016 à 2019 pour maintenir un équilibre financier sain et réaliser les objectifs du plan de mandat. Le budget voté met en œuvre ces orientations pour l'année 2016.

Comme exposé lors du dernier débat d'orientations budgétaires, les efforts engagés en 2015 doivent être amplifiés, partagés entre tous les acteurs de la Ville et devront être portés collectivement. Toutes les marges de manœuvres possibles doivent être exploitées.

La maîtrise des dépenses de personnel (suppression de 30 équivalents temps plein sur 2016 puis 20 par an en moyenne jusqu'en 2019) et la diminution des dépenses courantes de fonctionnement (achats de prestations de fournitures et services) nécessiteront d'interroger l'organisation des services municipaux, mais également le service rendu à l'usager.

Les organismes subventionnés seront également mis à contribution, au moins jusqu'en 2017 (l'enveloppe globale des subventions aux associations a été votée en diminution de 5% pour 2016).

L'ensemble des pistes d'économies de dépenses à réaliser est chiffré à 5 millions d'€ sur les 4 prochaines années.

Pour atteindre 11 millions d'€, 6 millions d'€ sont à dégager sur cette période. Pour cela, il a été décidé d'agir sur le levier fiscal (seule marge de manœuvre significative dont dispose la Ville), en augmentant de 5% les taux des taxes d'habitation et foncières sur 2016.

Ces efforts permettront de préserver une capacité d'investissement sans recours excessif à l'emprunt. Environ 14 millions d'€ de dépenses d'équipement sont prévues par an, avant tout axées sur l'enfance et l'éducation comme en témoignent les deux opérations phare que sont la construction du groupe scolaire Flora Tristan et d'une nouvelle cuisine centrale.

Pour accompagner la mise en œuvre des décisions prises et celles à venir, la Ville mènera des actions de communication afin d'expliquer les raisons de nos choix, auprès des usagers, des contribuables, des associations, des agents municipaux, de nos partenaires, et de rappeler l'importance de la commune pour les Vénissiens et leur territoire.

Bayrem BRAIKI
Adjoint au Maire

LA SEULE VRAIE RÉPONSE À LA DETTE, C'EST L'EMPLOI !

Intervention dans le débat d'orientation budgétaire

Je ne vais pas en rajouter sur les conséquences pour la ville, pour le budget municipal et donc pour l'action envers la population que la diminution des dotations de l'état entraînent. Beaucoup de choses ont été dites par mes camarades lors de cette séance et depuis maintenant de nombreux de mois.

Ces baisses de dotations rentrent dans une logique d'austérité prônée par l'UE et mise en place avec diligence par le gouvernement français avec l'objectif de réduire le déficit public, et avoir un budget au déficit inférieur à 3 %.

La crise financière de 2008 a coûté chère aux différents pays et leurs populations et continue à coûter chère. Elle a fait exploser le déficit public, comme l'endettement de l'état. La masse d'argent faramineuse dépensée pour sauver le système bancaire doit depuis cette date trouver son remboursement dans la création de richesse.

Et les conséquences se font sentir dans tous les domaines, le niveau des retraites, comme celui de la possibilité de se soigner. Hormis en 2012 aucun coup de pouce au SMIC. Une attaque très forte sur le droit du travail, le droit des salariés. Une période de forte augmentation des impôts, de la TVA. On pourrait ainsi continuer la liste des mesures prises.

Il y a un domaine où cette politique fait des ravages c'est celui de l'emploi. L'extrême faiblesse de la croissance, à la limite de la récession, a détruit des milliers d'emplois. Et la politique de l'offre prônée par François Hollande, politique libérable s'il en est, ne porte pas ces fruits. Et pour cause. En considérant que seul le coût du travail en France est un obstacle

à la création d'emploi, ce gouvernement refuse de tenir compte des choix faits par la plupart des groupes industriels de limiter leur présence en France.

Faut-il rappeler que l'UE a fixé une concurrence libre et non faussée comme base de fonctionnement et que dans ces conditions il y a toujours la possibilité d'aller chercher ailleurs une main d'œuvre moins chère avec un droit du travail moins contraignant ?

Du CICE au pacte de Responsabilité et de Solidarité ce sont des milliards qui sont donnés aux entreprises, ou qu'elles n'ont plus à payer. Il y a là largement de quoi assurer au moins le maintien des dotations de l'état.

Des milliards sont donnés alors que le MEDEF qui s'était dit prêt à créer un million d'emplois en contre partie en rigole encore.

Rien que sur notre secteur et sans aller très loin, Renault Truck, Bosch, Bosch Rexroth, SILLIA, Savoie Réfractaire, sont des sites industriels ou l'emploi continue d'être mis à mal, au travers de projets de vente, d'arrêt de fabrication, ou de restructuration.

C'est une perte en termes de revenu pour les collectivités territoriales et aussi en termes de perspective de sortir de la précarité ou bien de rentrer dans la vie active pour ceux qui sont sans emploi sur notre commune.

Tant pour l'emploi que pour le fonctionnement des services publics, ou pour la réalisation des projets débattus avec la population, il y a nécessité à sortir de cette politique d'austérité. Cela suppose de considérer que le travail n'est pas un coût mais bien une richesse qu'il faut développer. Et ce devrait être le but prioritaire des dépenses publiques.

Loin des baisses de dotations, la seule vraie réponse à la dette, c'est l'emploi !

Serge TRUSCELLO
Conseiller Municipal

SOUTIEN AUX MILITANTS DE GOODYEAR

Vœu du conseil municipal du 2 février 2016

Huit militants de Goodyear viennent d'être condamnés à vingt-quatre mois de prison dont 9 fermes pour s'être opposés à la fermeture de leur site et à la suppression des 1200 emplois.

Cette condamnation est inacceptable car en faisant de militants syndicaux des criminels elle criminalise l'action syndicale. D'autant plus inacceptable que les personnes retenues par le personnel avaient retiré leur plainte. Il faut y voir, clairement, une volonté politique de faire pression sur le mouvement syndical.

Si la justice est de plus en plus prompte à condamner l'action syndicale elle reste muette face aux violences faites aux salariés. Il y a chaque année en France 500 morts et des milliers d'accidents du travail, des milliers de salariés qui gardent les séquelles de leurs conditions de travail.

Le gouvernement avec, les lois Rebsamen et Macron, avait déjà limité les moyens des instances représentatives du personnel en cas de PSE ou de fermeture de site.

Cette condamnation veut faire passer un message, un avertissement, à ceux qui se battent contre la fermeture de leur entreprise, contre les délocalisations, pour leur emploi.



Les salariés de carbone Savoie de Vénissieux en lutte pour leurs emplois.

Sur la ville, des emplois risquent d'être supprimés dans les mois à venir, chez Bosch, Sillia, Rexroth, Renault truck, Savoie Réfractaire. Les salariés seront amenés avec leurs organisations syndicales à se mobiliser pour défendre leur site. Des actions telles que des piquets de grève ou des occupations pourraient les emmener devant les tribunaux si nous ne disons pas stop à la criminalisation de l'action syndicale. C'est pourquoi nous soutenons les 8 militants de Goodyear.

Pour: majorité municipale (PCF, PG, EELV, PRG, MRC, personnalités)

Contre: FN, LR, UDI, MODEM, PS.

Serge TRUSCELLO
Conseiller Municipal



L'AVENIR DES GRANDES TERRES

En tant qu'ancien président du syndicat intercommunal des «Grandes Terres», je me pose de nombreuses questions sur son devenir. Depuis sa reprise par la Métropole, seul l'entretien courant du cite, le ramassage des poubelles se fait par les services de la ville de Feyzin. Plus, ou presque, d'animations pédagogiques, de comptage de la faune, les agriculteurs partenaires attendent leur convention. Tout ce qui avait été mis en place ces 18 dernières années est abandonné. Pour mémoire, nous étions passés de 3 espèces d'oiseaux nicheuses à 43. Je pense que la Métropole n'a pas vu, ou su prendre la mesure de la gestion de ce cite très particulier. On ne gère pas 540 hectares «agricole et nature» péri-urbains comme un jardin public. Tout ce que j'espère, c'est que ce n'est pas la «chronique d'une mort annoncée».

Jean-Maurice GAUTIN
Adjoint au Maire

CUISINE CENTRALE ET SERVICE PUBLIC

La politique de notre majorité municipale a toujours priorisé la qualité de notre restauration scolaire et sociale et cela depuis de très nombreuses années. Avec 4500 repas en moyenne par jour pour nos écoles, nos crèches, nos résidences de personnes âgées, notre unité de production n'arrivait plus à absorber la demande.

C'est pourquoi, en dépit de la baisse des dotations de l'état de l'ordre de 7 millions d'euros, nous avons maintenu la construction d'une nouvelle unité de production qui pourra confectionner environ 6000 repas/jour afin de répondre aux besoins de notre collectivité.

Contrairement à l'opposition, nous refusons de donner au privé cette mission de service public à laquelle les habitants de Vénissieux sont très attachés.

Véronique CALLUT
Adjointe au Maire



GUY FISCHER, UNE RUE POUR NOUS AIDER DANS NOS COMBATS FUTURS POUR LA VILLE...

Guy Fischer exerça nombre de mandats électifs au service de notre ville, du département, de la région et de la nation.

Il les exerça en communiste et républicain, mêlant la défense des opprimés et des plus faibles, le souci de l'intérêt général et l'idéal d'une société nouvelle où les femmes et les hommes libérés du profit roi pourraient s'épanouir dans un monde de paix et de fraternité.

Il portait ses valeurs avec passion, dans les assemblées comme dans la rue, avec ceux qui luttent, ceux qui cherchent un point d'appui pour s'en sortir.

Il portait aussi ces valeurs avec raison, préférant le débat et la conviction à l'invective, persuadé que la réflexion et la connaissance pouvaient faire reculer

les obscurantismes de toutes sortes qui arment les fous de violence et de guerre, cherchant toujours les chemins pour rassembler, comprendre l'autre et se faire comprendre.

Notre pays se trouve confronté à une violence assassine et le monde à un état de guerre permanent, notre société semble se déliter dans le chacun pour soi, les grands et petits trafics qui détruisent notre république. Certains évoquent un état d'urgence sans fin et une austérité à perpétuité.

Beaucoup se laissent aveugler par les discours et les manèges des héritiers et héritières. Le Pen-Maréchal, qui seraient du côté des pauvres en habitant Saint Cloud, elles dont le père est assujéti à l'ISF, tient une partie de son patrimoine du testament d'Hubert Lambert, auteur de nombreux articles dans des revues nationalistes. Alors, cela va nous faire du bien de passer dans cette rue Guy Fischer et de se rappeler de sa capacité en toute circonstance à rester debout, combatif et humain, je crois que cela nous aidera pour nos combats présents et à venir pour notre ville et ses habitants.

Marie-Christine BURRICAND
Conseillère Municipale

OUVERTURE DOMINICALE DES COMMERCES

C'est grâce au mouvement des salariés du commerce, que la loi sur le repos hebdomadaire a été promulguée le 13 juillet 1906 et fixe ce repos le dimanche, permettant aux travailleurs la reconstitution de leur force de travail et le maintien d'un équilibre social et familial. Alors, à qui profite le crime ? Il est évident que nous ne dépenserons pas plus que ce que nous gagnons avec des magasins ouverts le dimanche. Le crime profite aux patrons, sous couvert du volontariat. C'est un nouveau coup porté aux salariés après les séparations à l'amiable, les horaires individualisés, le prêt de salariés entre employeurs et les heures supplémentaires. Est-ce aux personnes d'arbitrer entre le temps au travail et le temps à la famille, ou aux entreprises de fixer les règles de la vie sociale en fonction de leurs intérêts ? Là où de nombreux maires de gauche et de droite profitent de la loi Macron pour accepter le maximum de jours d'ouverture de dimanches demandés par les commerces, nous suivrons, nous, l'avis des organismes représentatifs des personnels concernés, tout comme eux nous ne sommes pas dupes !!!

Jean-Louis PIEDECAUSA
Conseiller Municipal



L'article 1er de la Constitution de 1958, indique que la France est une république laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion.

Elle respecte toutes les croyances.

Les élus de notre majorité municipale dans toute leur diversité, sont en permanence sur le terrain, dans tous les quartiers au service de la solidarité et du vivre ensemble. Personne ne peut renvoyer les élus de la République à leur confession supposée.

Notre ville est composée de dizaines de cultures différentes et cela fait notre force au sein de nos écoles, de nos centres sociaux, nos équipements sportifs, nos conseils de quartiersans jamais définir les personnes par leur religion mais les

reconnaître par leur qualité humaine et sociale.

Alors que notre pays a été secoué par des attentats ignobles, nous réaffirmons notre attachement aux valeurs de laïcité et du vivre ensemble.

La laïcité affirme la liberté de conscience et ne place aucune religion, ni opinion au-dessus d'une autre. Oui, la laïcité protège chacun contre la violence et les discriminations. Nous, élus, sommes les garants de ce principe et devons de le transmettre aux jeunes générations afin de maintenir la liberté de tous.

Une commission s'est mise en place depuis quelques jours, afin de mieux réaffirmer le sens de ce mot qui aujourd'hui est mis à mal.

Elle est composée de 3 collèges, élus, associations, représentants des différents cultes, afin de réaffirmer ensemble notre volonté d'une république laïque.

Plus que jamais, nous nous devons de le rappeler, notre devise est : LIBERTE EGALITE FRATERNITE LAÏCITE

Véronique CALLUT
Adjointe au Maire

La diversité n'est pas une question religieuse !

ECHOS DU CONSEIL

Quelle honte!

Voir le FN faire la même proposition que précédemment la droite en demandant que le nom de Yacine Zobiri soit attribué à la nouvelle rue devant le groupe scolaire Flora Tristan au lieu de Guy Fischer, voir Girard citer de soi-disantes paroles que celui-ci lui aurait dit, nous laisse bien voir la connivence qui existe entre les deux. Tels des charognards qui se repaissent, tout leur est bon pour se faire voir. Jusqu'à faire parler les morts. Un seul mot pour qualifier cela : « DEGOUT »

N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions

**Par courrier : Groupe des élus communistes et apparentés - 5 av. Marcel Houël 69200 Vénissieux
par mail : groupe.communiste@ville-venissieux.fr ou sur le site du groupe : <http://géc.venissieux.org>**

